

PROPOSITION DE RÉSOLUTION TENDANT À LA CRÉATION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA MANIÈRE DONT A ÉTÉ PROGRAMMÉE, EXPLIQUÉE ET GÉRÉE LA CAMPAGNE DE VACCINATION DE LA GRIPPE A

Intervention de Marisol TOURAINE

M. le président. Pour le groupe SRC, la parole est à Mme Marisol Touraine.

Mme Marisol Touraine. Monsieur le président, madame la ministre, monsieur le président de la commission des affaires sociales, mes chers collègues, je le dis d'emblée, les membres du groupe SRC ne prendront pas part au vote sur la proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur l'épidémie de grippe A. Ce n'est pas que nous approuvons la politique qui a été menée en la matière.

Je ne comprends d'ailleurs pas les réserves du groupe UMP : cette commission vient en appui du Gouvernement. M. Sauvadet a eu l'honnêteté de le dire : il n'est nullement question de remettre en cause la politique suivie. Pour une commission d'enquête, on a rarement vu des propos à ce point mesurés, précautionneux, frileux !

S'il ne s'agit pas d'enquêter, on se demande à quoi se consacrera la commission d'enquête !

Pourtant les questions ne manquent pas. Quelques mois après un lancement en fanfare, entre 5 et 6 millions de personnes à peine auront été vaccinées. Les médecins de ville, dont on nous avait expliqué qu'ils ne devaient surtout pas perdre de temps à vacciner leurs patients, ont été finalement priés de le faire quelques jours seulement avant que ne soit déclarée la fin de l'épidémie. Et la France aura vu surgir des centres de vaccination collective dignes d'une économie planifiée !

Plus grave encore, alors que plus de 8 millions de personnes sont répertoriées comme souffrant d'une affection de longue durée, il est patent, au regard des 5,5 millions de personnes vaccinées, que toutes n'ont pas été touchées, pour ne rien dire de ceux qui, sans être en ALD, sont considérés, par leur médecin traitant, comme fragiles. À vouloir vacciner tout le monde, le Gouvernement aura réussi à ne pas protéger ceux qui en avaient le plus besoin, sans qu'à aucun moment vous ne nous expliquiez, madame la ministre, les bases sur lesquelles vous vous êtes fondée pour décider une vaccination massive plutôt qu'une vaccination ciblée sur les personnes qui en avaient besoin.

Enfin, le Gouvernement s'est précipité pour réserver 94 millions de doses sans juger utile de prévoir dans les contrats que le nombre de doses effectivement achetées puisse être modulé en fonction de l'évolution de la pandémie et des caractéristiques du vaccin. Au moment où les commandes ont été passées, on ne savait effectivement pas si une ou deux doses seraient nécessaires. Le principe de précaution aurait voulu que l'on prévoie la possibilité de diminuer au moins par deux le nombre d'achats opérés. L'opacité la plus épaisse règne sur le processus qui a mené à la signature de ces contrats.

Ces critiques, madame la ministre, nous les avons faites d'emblée, sans pour autant remettre en cause la nécessité de garantir la meilleure protection possible à nos concitoyens. Mais le seul résultat tangible de votre politique, c'est le renforcement des sentiments hostiles à la vaccination dans notre pays, la montée du doute quant aux choix politiques de santé publique. J'ai déjà eu l'occasion de le dire, pour nous, l'essentiel n'est pas le gaspillage financier regrettable auquel aura donné lieu cette histoire, l'essentiel réside bien dans la crise de confiance ouverte et la mise en cause de la crédibilité de toute action de santé publique.

C'est la raison pour laquelle j'ai demandé au nom de mon groupe, dès le mois de septembre 2009, la création d'une mission d'information, refusée par le président de la commission des affaires sociales dans un courrier du 23 septembre 2009, puis à plusieurs reprises depuis, au motif que ce serait faire preuve de défiance à l'égard du Gouvernement ! Étrange argument de la part du Parlement ! Et je parie qu'aujourd'hui, à tout prendre, la majorité aurait bien préféré que cette mission d'information ait vu le jour plutôt qu'une commission d'enquête dont les pouvoirs inquisitoriaux sont plus importants.

Encore que ! À ce stade, l'essentiel est sauf : vous avez réussi à ce que l'opposition soit marginalisée au sein de cette nouvelle commission en répartissant les responsabilités strictement entre l'UMP et le Nouveau Centre.

Celui-ci a pris la précaution de limiter son champ d'investigation pour que les questions qui fâchent ne soient nullement posées.

Nous ne pouvons cautionner les petits arrangements entre amis auxquels vous vous livrez : rien sur l'indépendance des experts qui ont préconisé une stratégie de vaccination massive, rien sur le coût des choix effectués, rien sur les conditions de négociation des contrats, rien sur les compensations apportées aux laboratoires pour l'accumulation des commandes passées ! La frilosité du Nouveau Centre n'est pas nouvelle.

Nous y sommes habitués puisque, dans tous les débats - HPST, projet de loi de financement de la sécurité sociale - beaucoup de questions sont posées, mais il y a peu de résolution au moment des votes.

Tout cela n'est pas à la hauteur d'une commission d'enquête qui a tout pour devenir une commission d'étouffement.

C'est la raison pour laquelle, je le redis, les députés du groupe SRC participeront pleinement à cette commission, mais sans illusion, avec beaucoup de déception, et ils ne prendront pas part au vote de constitution.